



Association de Réinsertion des délinquants et d'aide aux victimes en Corrèze

Rapport d'activité 2021



« En aidant les autres à réussir, on assure notre propre succès » William A. Feather

ARAVIC France victimes 19

Siège social : 1 avenue Léo Lagrange

BRIVE-LA-GAILLARDE

Mot du Président

2021, pour l'association ARAVIC France Victimes 19, une année de poursuite et de constance dans ses missions, une année de confirmation de ses représentations de l'accompagnement et du soutien aux justiciables (personnes victimes d'infraction pénale ou personnes placées sous main de justice), une année de réflexion sur sa nécessaire volonté d'innover.

En effet, nous constatons une forte augmentation du nombre d'accompagnements de personnes dans le cadre du pôle aide aux victimes. Elles ont pu être suivies, protégées et soutenues de façon les plus adéquates dans leurs démarches contribuant à améliorer leur reconnaissance. Pour cela, entre autres, l'association a, d'une part, valorisé le poste à temps plein de Psychologue ; et, d'autre part, a initié la prise en charge très spécifique et novatrice de mineurs victimes de violences conjugales.

Concernant le pôle socio-judiciaire, et au-delà de la poursuite et du renforcement ses missions existantes, l'association a beaucoup œuvré tout au long de ces derniers mois pour l'élaboration du projet de création d'un CPCA Nord - Nouvelle Aquitaine et gestion de l'antenne CPCA en Corrèze.

Enfin, je dois souligner les volontés institutionnelles portées par la gouvernance en termes d'ouverture vers un partenariat encore plus fort et structuré ; de résolution « d'aller vers et au plus près des victimes » en milieu rural à travers la démarche pro-active et/ou premiers contacts par tablettes permettant de communiquer par « visio » ; et d'ambition de participer à la prise de décisions judiciaires pour les deux juridictions du ressort de la Cour d'Appel.

Je souhaite exprimer à nouveau mes sincères remerciements à tous, personnels et bénévoles, membres du Conseil d'Administration, partenaires institutionnels et associatifs pour leur engagement, leur reconnaissance, leur contribution et la confiance accordée à l'Association ARAVIC France Victimes 19.

Jean-Michel BERNARD, président

Remerciements

Nous remercions nos partenaires et financeurs qui nous ont soutenu en 2020 dans nos missions et notamment :

- ✚ Les services de l'Etat (la Cour d'Appel de Limoges, le tribunal judiciaire de Brive, le tribunal judiciaire de Tulle)
- ✚ La Préfecture de Corrèze (le Fonds Interministériel de la Prévention de la Délinquance, la Direction régionale aux Droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes, MIDELCA)
- ✚ Le Conseil Régional
- ✚ Le Conseil Départemental de la Corrèze
- ✚ L'Ordre des avocats du barreau de Brive et de Tulle
- ✚ Le Groupement de gendarmerie de Corrèze
- ✚ La direction départementale de la sécurité publique de la Corrèze
- ✚ Les communes (Brive, Tulle, Ussel)
- ✚ Les Communautés de communes (Vézère-Monédières-Millesources ; Haute Corrèze)
- ✚ France Victimes
- ✚ Citoyens et Justice
- ✚ L'association les ptits Gaillard
- ✚ Les associations départementales

Table des matières

1. Présentation de l'association.....	5
1.1 Objet de l'association	5
1.2 Les organes dirigeants	6
1.2.1 Les membres composant l'association	6
1.2.2 La composition du Conseil d'Administration de l'association	6
1.2.3 La composition du Bureau de l'association	6
1.3 L'équipe intervenante.....	7
1.3.1 L'organigramme de l'équipe en 2021	7
1.3.2 Les formations/colloques/Webminaires suivi(e)s en 2021.....	8
2. Le pôle socio-judiciaire	9
2.1 Les mesures pré-sentencielles	9
2.1.1 Le Contrôle Judiciaire Socio-Educatif.....	9
2.1.2 Les enquêtes de personnalité.....	11
2.1.3 Les enquêtes sociales rapides.....	13
2.2 Les mesures alternatives aux poursuites	13
2.2.1 La médiation pénale.....	13
2.3 Les mesures post-sentencielles	15
2.3.1 Le sursis probatoire	15
2.3.2 La sanction réparation.....	15
2.4 Le stage de responsabilisation pour les auteurs de violences conjugales.....	16
2.5 Les permanences socio-judiciaires	16
2.6 Les projets et actions menées.....	17
2.6.1 Le Centre de Prise en Charge des Auteurs de violences conjugales.....	17
2.6.2 Le Stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes, institué par la loi n°2014_873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.....	18

<i>3. Le pôle aide aux victimes.....</i>	<i>19</i>
<i>3.1 Les données chiffrées.....</i>	<i>19</i>
<i>3.1.1 Le nombre de victimes reçues et d'entretiens réalisés.....</i>	<i>19</i>
<i>3.1.2 Le profil des victimes reçues</i>	<i>23</i>
<i>3.2 Les permanences aide aux victimes.....</i>	<i>25</i>
<i>3.3 Les projets et actions mené(e)s aide aux victimes.....</i>	<i>26</i>
<i>3.3.1 La Justice restaurative.....</i>	<i>26</i>
<i>3.3.2 La Contribution Citoyenne</i>	<i>26</i>
<i>3.3.3 L'ouverture d'une permanence au sein du commissariat d'Ussel</i>	<i>27</i>
<i>3.3.4 L'ouverture d'une permanence au sein de la gendarmerie d'Egletons</i>	<i>28</i>
<i>3.3.5 Participation aux instances CLAV et commissions Violences intra-familiales</i>	<i>28</i>
<i>3.3.6 L'accompagnement des mineurs victimes de violences conjugales et intra-familiales ...</i>	<i>29</i>
<i>3.3.7 Les tablettes en brigade de gendarmerie.....</i>	<i>29</i>
<i>3.3.8 Le Chien d'Assistance Judiciaire (CAJ).....</i>	<i>30</i>
 <i>4. Les projets transversaux aux deux pôles d'activités et les actions menées</i>	 <i>31</i>
<i>4.1 Une convention avec l'ordre des avocats.....</i>	<i>31</i>
<i>4.2 La création d'un site internet et les supports de communication.....</i>	<i>31</i>
<i>4.3 La mise en réseau des données</i>	<i>31</i>
<i>4.4 Les rencontres partenariales et interventions extérieures.....</i>	<i>32</i>

1. Présentation de l'association

1.1 Objet de l'association

Créée en 1982, ARAVIC-France victimes 19 est une association loi 1901, sans but lucratif, sans appartenance politique ou confessionnelle, qui s'inscrit dans l'expression d'une solidarité collective à l'égard des personnes placées sous-main de justice et des victimes d'une infraction pénale.

L'ARAVIC-France victimes 19 a une vocation départementale.

L'association ARAVIC-France victimes 19 a pour objet :

- La mise en œuvre du Contrôle Judiciaire à caractère Socio-Educatif (CJSE) prévu par l'article 138 et suivants du code de Procédure Pénale ;
- Les enquêtes sociales prévues par les articles 41 (alinéa 6) et 81 (alinéa 7) du code de Procédure Pénale et les enquêtes de personnalité prévues par l'article 81 (alinéa 6) du code de Procédure Pénale ;
- La médiation pénale prévue par l'article 41-1-5 du code de Procédure Pénale ;
- Le classement sous condition prévu par l'article 41-1-2 du code de Procédure Pénale ;
- Le sursis probatoire prévu par l'article 471 du code de Procédure Pénale ;
- L'exécution des peines de sanction-réparation prévue par l'article 121 (alinéa 4) du code de Procédure Pénale ;
- L'aide aux victimes, proches ou témoins, d'une infraction pénale, de catastrophes collectives ou naturelles ;

5

D'une manière générale, l'ARAVIC-France victimes 19 mettra en œuvre tous les moyens susceptibles de conduire à la réalisation des objectifs ci-dessus.

L'ARAVIC-France victimes 19 est adhérente à la fédération Citoyens et Justice (pour l'accompagnement des personnes placées sous-main de justice) et adhérente à la fédération France victimes (pour son activité aide aux victimes).

Agréée depuis 2020 par le ministère de la justice pour exercer sa mission d'aide aux victimes, l'ARAVIC-France victimes 19 adhère à ce titre au code de déontologie des services d'aides aux victimes.

L'ARAVIC-France victimes 19 dispose d'une équipe composée de salariés, de bénévoles, de stagiaires et de volontaires de service civique.

L'ARAVIC-France victimes 19 accueille et accompagne les victimes et les personnes placées sous-main de justice gratuitement et en toute confidentialité.

1.2 Les organes dirigeants

1.2.1 Les membres composant l'association

L'association se compose des membres de droit, des membres actifs (adhérents) et des membres associés.

1.2.2 La composition du Conseil d'Administration de l'association

L'association est administrée par le Conseil d'Administration composé de 21 membres en 2020.

Les membres de droit

- Le Président du Tribunal judiciaire de Brive ou son représentant
- Le Procureur de la République du Tribunal judiciaire de Brive ou son représentant
- Le Président du Tribunal judiciaire de Tulle ou son représentant
- Le Procureur de la République du Tribunal judiciaire de Tulle ou son représentant
- Deux magistrats élus par l'assemblée générale du Tribunal judiciaire de Brive
- Deux magistrats élus par l'assemblée générale du Tribunal judiciaire de Tulle

Les membres élus

- Jean-Michel BERNARD
- Sylvie CHRISTOPHE
- Nathalie CLARISSOU
- Françoise GAUTRY
- Dominique EYSSARTIER
- Antoine LAMAGAT
- Nadège POUGET
- Yves JUIN

6

Le Conseil d'Administration s'est réuni une seule fois en 2021.

1.2.3 La composition du Bureau de l'association

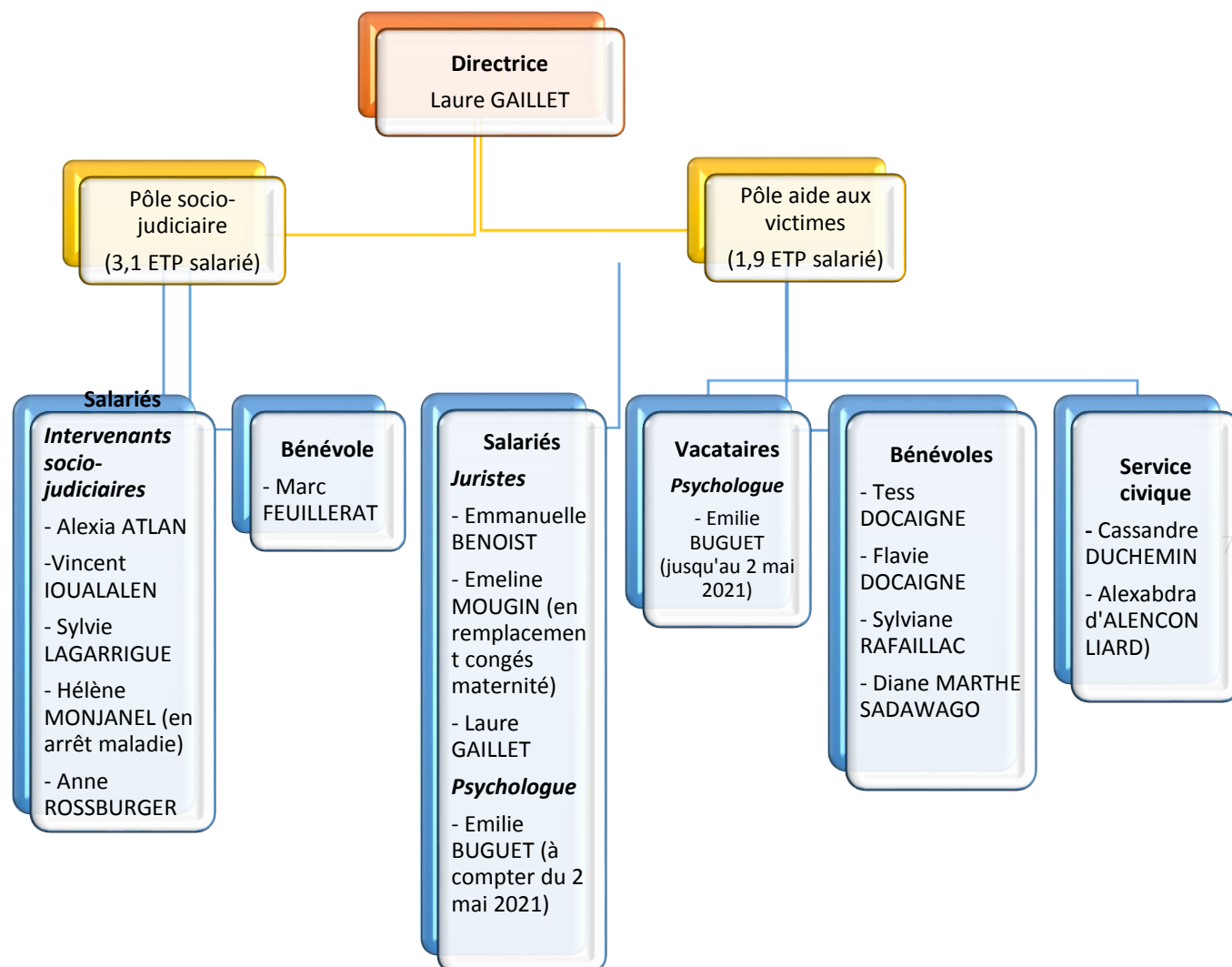
Le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres un bureau composé en 2020 de :

- Jean-Michel BERNARD – Président
- Nathalie CLARISSOU – vice-présidente et Trésorière
- Jean-Claude CHAUVIGNAT / Antoine LAMAGAT – Trésorier adjoint
- Françoise GAUTRY- Secrétaire-adjoint
- Nadège POUGET– secrétaire

Cinq réunions de bureau ont été organisées en 2021.

1.3 L'équipe intervenante

1.3.1 L'organigramme de l'équipe en 2021



Remercions également la présence de nos stagiaires :

- Maelle TEILLET, 1^{ère} année BTS économie sociale et familiale
- Lyna MARGERIE, licence 2 en droit
- Cassandra QUEMENER, élève avocate

1.3.2 Les formations/colloques/Webminaires suivi(e)s en 2021

Les intervenants au sein de l'association ont suivi plusieurs formations, conférences et colloques suivant(e)s :

- ↳ Enquête sociale rapide renforcée – *Citoyens et Justice*
- ↳ Médiation pénale – *France victimes*
- ↳ Sensibilisation à l'intervention immédiate du psychologue en association d'aide aux victimes en cas d'événements collectifs – *France victimes*
- ↳ Atelier - information des victimes sur la justice restaurative – *France victimes*
- ↳ Les enfants exposés aux violences conjugales: le monde du silence" – *CH de Brive, Maison de soie, réseau périnatal NA*
- ↳ Accompagnement à l'écriture du projet du Chien d'Assistance Judiciaire – *Handichiens*
- ↳ Santé et Justice – *fédération addiction*
- ↳ La Conférence des présidents – *France victimes*
- ↳ Les mesures alternatives aux poursuites – *Citoyens et Justice*
- ↳ Module 1 justice restaurative - *IFJR*

2. Le pôle socio-judiciaire

L'association ARAVIC-France Victimes 19 intervient pour la majeure partie de ses activités, sur mandat judiciaire. Elle répond alors essentiellement à des orientations émanant du Tribunal judiciaire de Brive, de Tulle et de la Cour d'appel de Limoges.

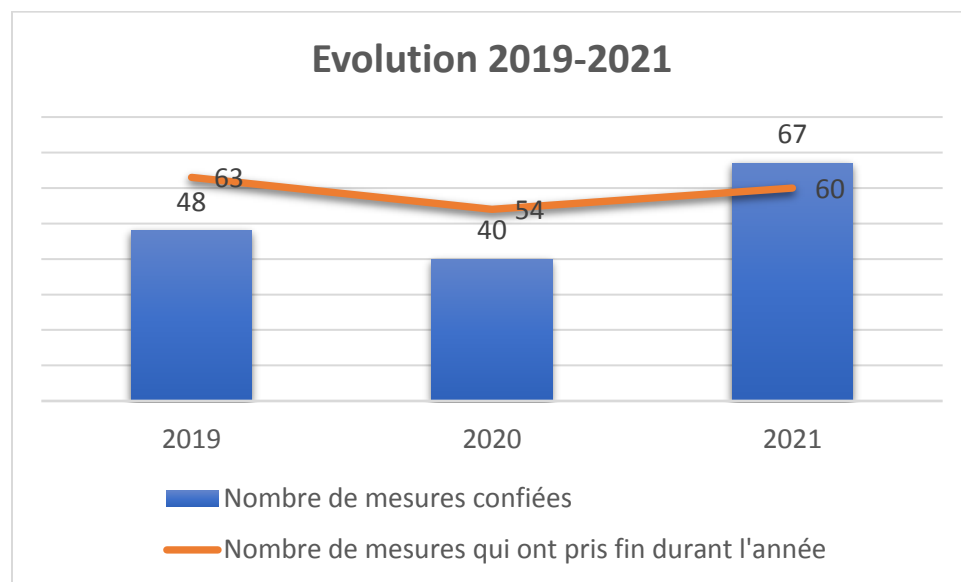
2.1 Les mesures pré-sentencielles

2.1.1 Le Contrôle Judiciaire Socio-Educatif

Le contrôle judiciaire consiste en une mesure alternative à la détention provisoire pouvant être ordonnée par un magistrat (juge d'instruction, juge des libertés et de la détention, le juge des enfants ou le président du tribunal correctionnel) dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue.

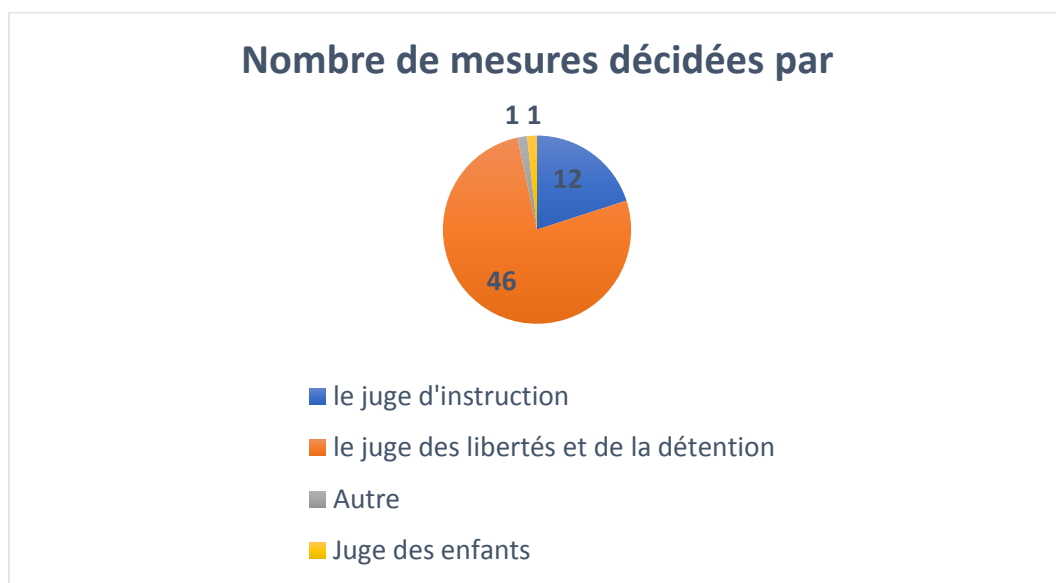
Ce contrôle astreint la personne concernée à se soumettre à une ou plusieurs des obligations prévues par le CPP. Le Contrôle Judiciaire Socio-éducatif (CJSE), se définit légalement par l'obligation prévue au 6° de l'article 138 du CPP qui intègre dans les obligations légales celles de se soumettre à des mesures socio-éducatives destinées à favoriser l'insertion sociale et la prévention de l'infraction.

9



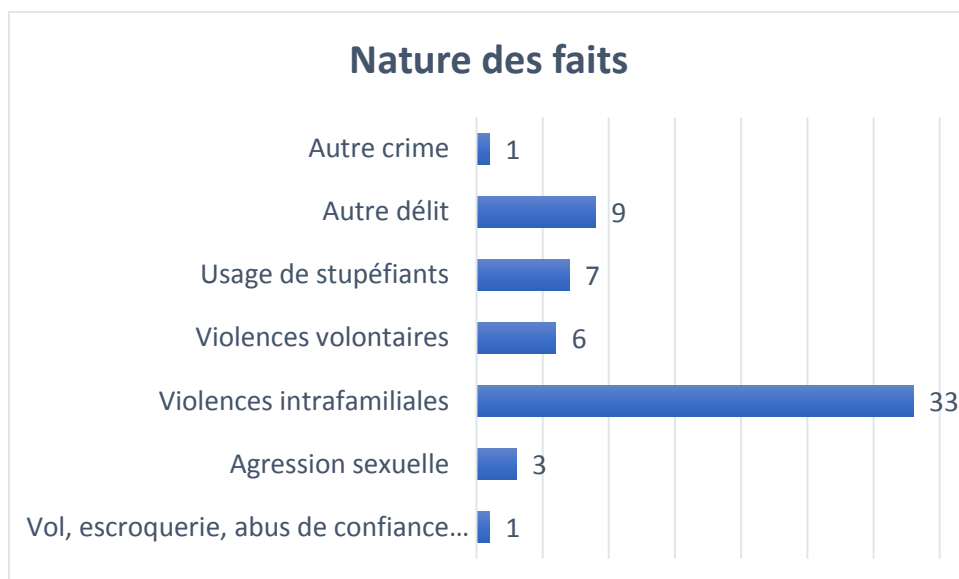
- 📈 Augmentation de 10% du nombre de CJSE terminées Durant l'année
- 📈 Augmentation de 40% du nombre de CJSE ordonnés

2.1.1.1 L'origine des mesures de contrôle judiciaire ayant pris fin dans l'année



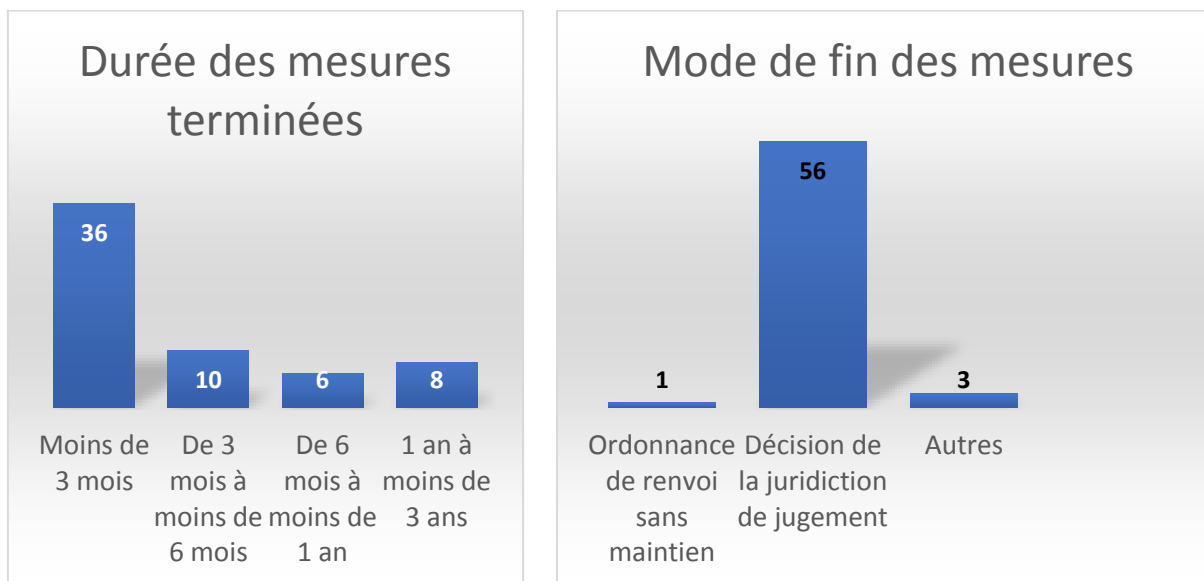
10

2.1.1.2 La nature des faits commis à l'origine du contrôle judiciaire ayant pris fin dans l'année



2.1.1.3 Durée des mesures terminées en 2020 et mode de fin des mesures

Durée des mesures terminées en 2020 et mode de fin des mesures



2 rapports d'incidents ont été adressés aux magistrats du fait du manquement du prévenu aux obligations du contrôle judiciaire.

11

2.1.2 Les enquêtes de personnalité

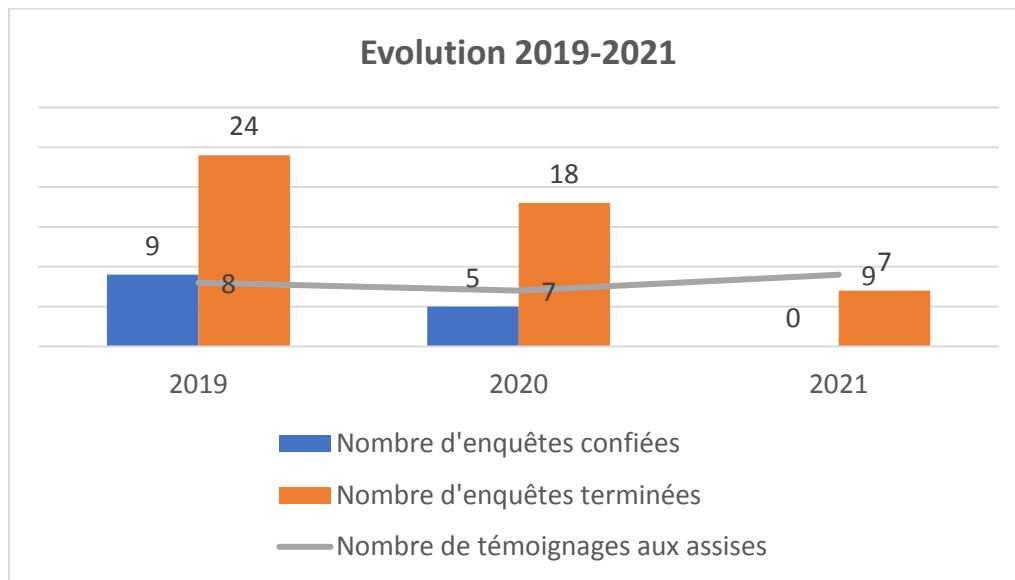
L'Enquête de Personnalité (EP) est une mesure d'investigation. Elle consiste à recueillir des renseignements sur la situation matérielle, familiale et sociale de la personne mise en examen. Pour ce faire, l'enquête s'appuie sur des entretiens réalisés avec la personne, sur des documents de vérification qu'elle peut fournir, ainsi que sur des témoignages recueillis dans son entourage. Une description de la personnalité du mis en examen est ainsi effectuée, l'enquête retrace sa trajectoire de vie et met en exergue ses potentialités en termes de réinsertion.

L'enquête doit permettre aux magistrats, mais également au tribunal ou à la cour d'assises, de mieux se représenter la personne, au-delà de sa situation de mis en examen, de prévenu ou d'accusé.

L'enquête de personnalité doit viser les objectifs suivants :

- Formuler des hypothèses argumentées et affinées se rapportant à l'insertion sociale, familiale, professionnelle et/ou à la santé
- Apporter des éléments sur la personnalité de l'intéressé
- Aider les magistrats dans leurs prises de décisions par rapport à la personne (mise en liberté, maintien en détention, contrôle judiciaire socio-éducatif, obligation de soins... , aménagement ultérieur de la peine) permettre à la juridiction de jugement de personnaliser la peine. Cette

individualisation revêt une signification particulière dès lors qu'une peine d'emprisonnement inférieure ou égale à deux ans est prononcée. En effet, dans ce cas, un aménagement de la peine est préconisé et l'enquête de personnalité permet notamment d'apporter des éléments quant à un aménagement adapté.



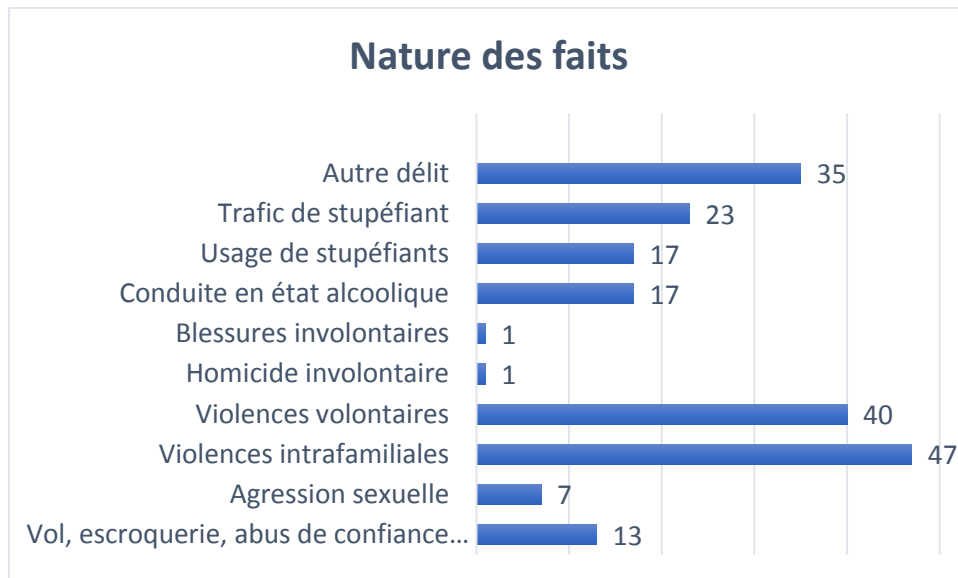
12

↘ Baisse de 100% du nombre d'enquêtes confiées
↘ Baisse de 61% du nombre d'enquêtes terminées Durant l'année

2.1.3 Les enquêtes sociales rapides

L'enquête sociale rapide (ESR) constitue une mesure d'investigation. Cette mesure est réalisée dans le cadre d'un mandat judiciaire et vise à vérifier la situation matérielle, familiale et sociale de la personne et à informer le magistrat sur les mesures propres à favoriser ou maintenir son insertion sociale.

Depuis le mois d'avril 2021, nous nous sommes vus confier par la juridiction de Tulle **201 enquêtes sociales rapides** hors week-end et jours fériés.



13

2.2 Les mesures alternatives aux poursuites

2.2.1 La médiation pénale

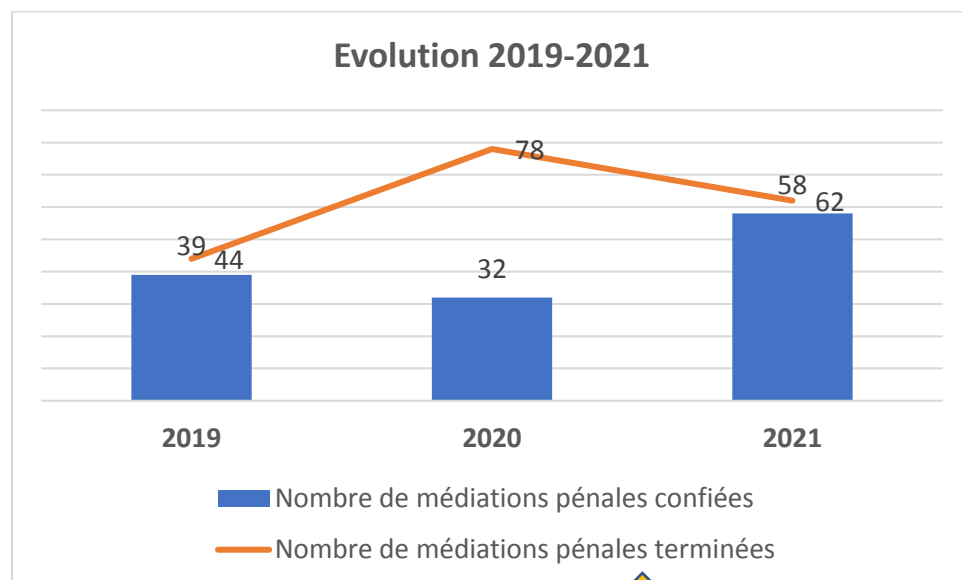
La médiation pénale consiste sous l'égide d'un tiers, à mettre en relation l'auteur et la victime afin de trouver un accord sur les modalités de réparation mais aussi de rétablir un lien et de favoriser, autant que possible, les conditions de non réitération de l'infraction alors même que les parties sont appelées à se revoir ».

Les objectifs de la médiation sont essentiellement les suivants :

Apaiser et régler les conflits à travers la recherche commune de solutions par les parties en favorisant l'équilibre et l'équité. La réparation des préjudices et la réciprocité des engagements participent également au règlement du conflit. L'association devra veiller à l'effectivité de ces engagements et rendre compte de sa mission, par écrit, au magistrat mandant.

Restaurer la communication. La médiation vise à établir, voire rétablir une communication entre des personnes en conflit. Elle tend à les responsabiliser à travers la recherche d'engagements concrets et durables.

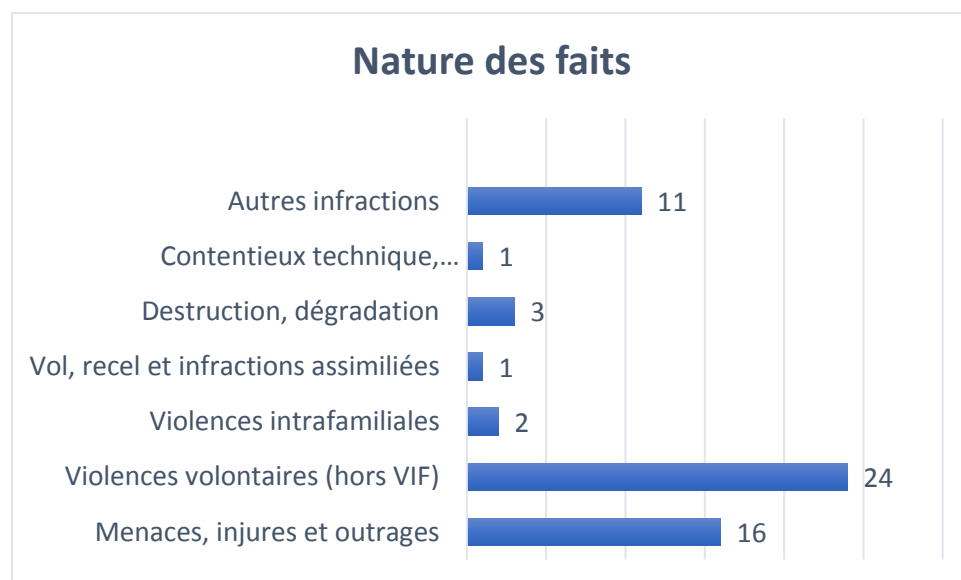
Prévenir la réitération de l'infraction. Les solutions dégagées devront être appliquées par chacun des protagonistes pour résoudre leurs problèmes relationnels ;



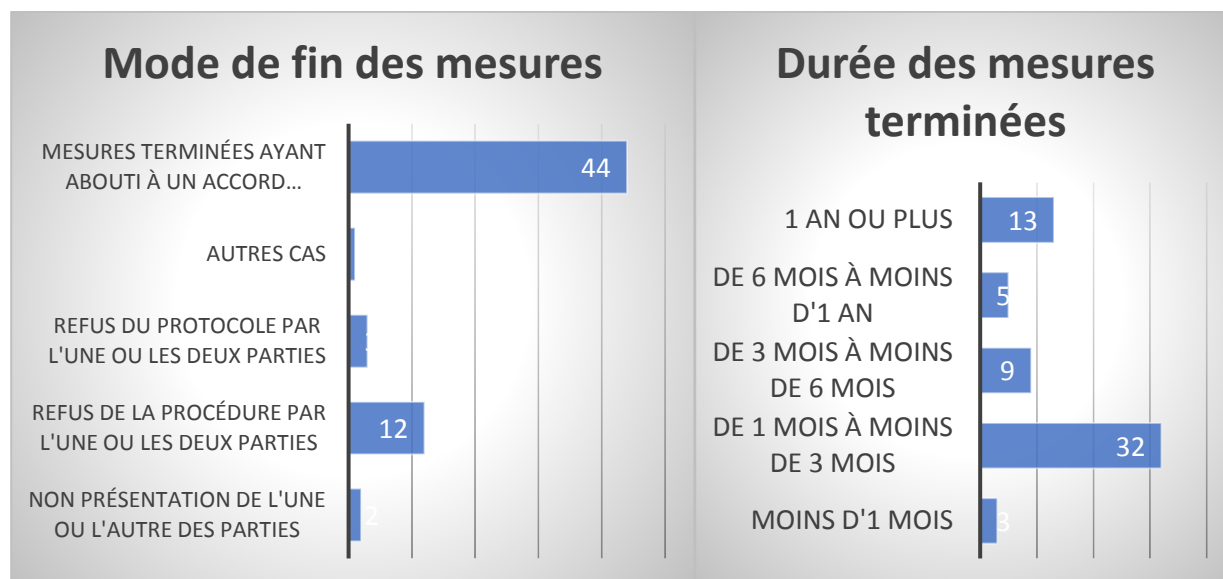
Augmentation de 48% du nombre des médiations confiées
 Baisse de 28% du nombre de médiations terminées Durant l'année

14

2.2.1.1 La nature des faits à l'origine de la mesure de médiation pénale



2.2.1.2 Durée des mesures terminées en 2021 et mode de fin des mesures



2.3 Les mesures post-sentencielles

15

2.3.1 Le sursis probatoire

Le Sursis probatoire est une peine alternative à l’incarcération assortie de mesures de contrôle, d’aide et d’obligations destinées à lutter contre les effets désocialisant des courtes peines.

Le Sursis probatoire conduit par une association vise à favoriser la continuité de la prise en charge effectuée en amont du prononcé de la peine dans le cadre du CJSE. Cette continuité favorise l’accompagnement de l’auteur de l’infraction et la protection des victimes, notamment dans les cas d’interdiction de rencontre.

En 2021, 13 sursis probatoires ont été confiés à l’association.

2.3.2 La sanction réparation

La sanction-réparation consiste dans l’obligation pour le condamné de procéder, dans le délai et selon les modalités fixées par la juridiction, à l’indemnisation du préjudice de la victime.

En 2021, 3 mesures de sanction-réparation ont été ordonnées par le tribunal judiciaire de Brive ; 16 mesures de sanction réparation ont été terminées durant l’année.

2.4 Le stage de responsabilisation pour les auteurs de violences conjugales

La loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes a amélioré notablement la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes en renforçant les sanctions et les poursuites ainsi que l'accompagnement des victimes en les protégeant sur le long terme.

Une de ces améliorations passe notamment par l'officialisation du recours aux stages de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple. En effet, l'article 50 de cette loi a étendu les stages de sensibilisation aux auteurs de violences conjugales.

Le stage de responsabilisation mis en place dans le but de lutter contre la récidive, s'adresse aux auteurs de violences légères, commises au sein du couple, condamnés à effectuer ce stage dans le cadre d'une mesure alternative aux poursuites. Cette mesure est décidée par les parquets des TJ de Tulle et de Brive.

Le but de ce stage pour les participants est :

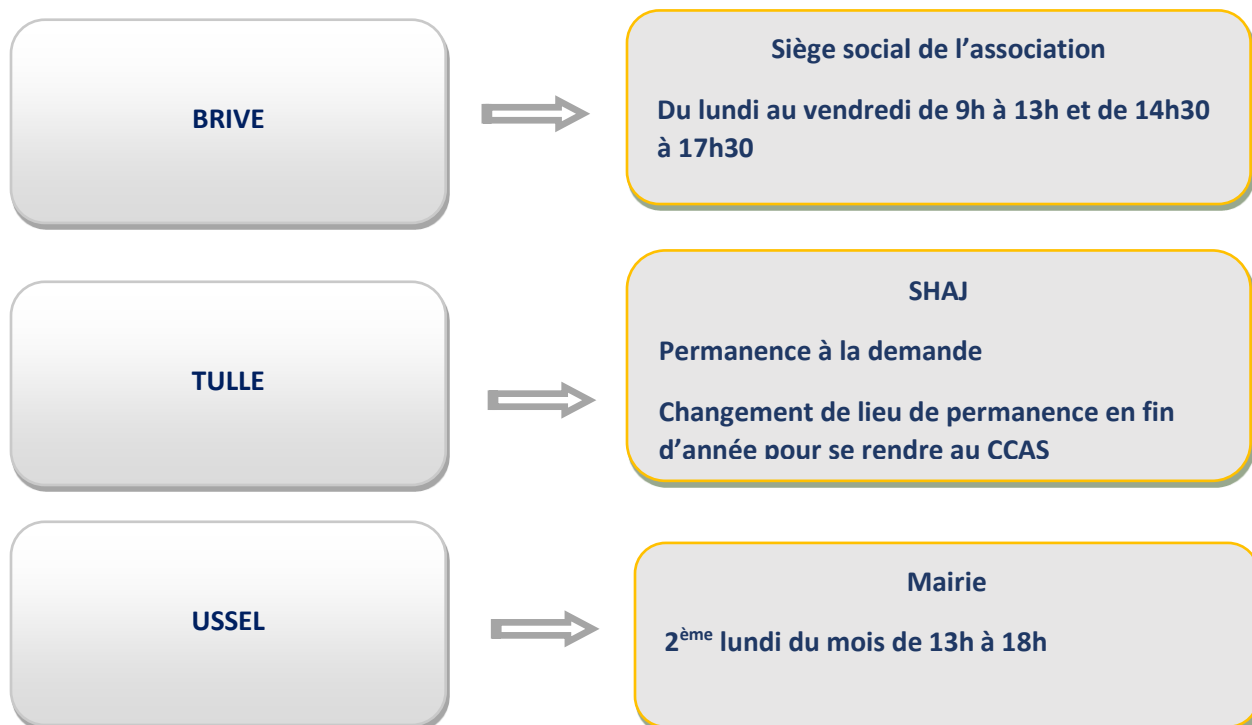
- Comprendre les mécanismes aboutissant au passage à l'acte
- Prendre conscience et traiter une éventuelle addiction
- Appréhender la notion d'interdit et les conséquences judiciaires
- Mesurer l'impact de la violence sur la victime

Nous avons pris du retard dans la mise en œuvre de ces stages du fait de la crise sanitaire de 2020 et de l'indisponibilité des salles pour accueillir un maximum de stagiaires.

En 2021, 4 stages ont été réalisés, ce qui représente une participation de 44 personnes.

16

2.5 Les permanences socio-judiciaires



2.6 Les projets et actions menées

2.6.1 Le Centre de Prise en Charge des Auteurs de violences conjugales

A l'issue du grenelle des violences conjugales lancé le 3 septembre 2019, le gouvernement a acté la mise en place de Centres de Prise en Charge des Auteurs de violences conjugales (CPCA) afin de favoriser la prévention du passage à l'acte et de la récidive.

Antenne locale 19 du CPCA Nord Aquitaine, l'année 2021 nous a permis de travailler sur le parcours d'accompagnement proposé aux personnes délinquantes. Ce travail a été le fruit d'une réflexion commune avec les autres antennes du CPCA Nord Aquitaine lors de nos différents comités de pilotage mis en place.

Le 5 octobre 2021, le CPCA antenne locale 19, a été officiellement installée par madame la préfète de la Corrèze. Une journée de présentation du CPCA a par ailleurs été proposée à tous les acteurs associatifs et institutionnels Corrégiens.

Le parcours de prise en charge proposé aux personnes placées sous-main de justice, ou sur la base du volontariat repose sur un module socle comprenant des entretiens mixtes (intervenant socio-judiciaire/psychologue), des actions de responsabilisation, ainsi que des modules complémentaires (accompagnement psychologique, médical et socio-professionnel) visant l'accès aux droits, l'insertion professionnelle et l'accompagnement social.

Le CPCA Nord Aquitaine, antenne locale 19 ouvrira ses portes aux public au 1^{er} janvier 2022.

2.6.2 Le Stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes, institué par la loi n°2014_873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

La loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes donne mission aux pouvoirs publics de mettre en place des actions de prévention et de protection afin de lutter contre les stéréotypes sexistes, les violences faites aux femmes et atteinte à leur dignité.

L'association ARAVIC France victimes 19 a souhaité travailler sur la mise en œuvre de ce stage prononcé dans le cadre d'une mesure alternative aux poursuites ou dans le cadre d'une peine complémentaire avec pour objectifs suivants :

- Comprendre les mécanismes conduisant des personnes à discriminer en raison de l'identité de genre ;
- Etre en mesure de déconstruire les préjugés liés à l'identité de genre ;
- Promouvoir l'égalité entre les hommes et femmes dans la société
- Identifier les composantes des infractions identifiées ;
- Questionner les différentes formes de violence et faire émerger une prise de conscience des actes commis et des mécanismes de violences ;
- Sensibiliser aux conséquences des actes violents (implications judiciaires, impact sur les victimes) ;
- Connaître les risques liés à des pratiques discriminatoires et sexistes ;
- Prévenir la récurrence de ces comportements violents en proposant d'autres façons de voir et de penser.

Dans ce cadre, une convention a été conclue le 22 octobre 2021 entre les chefs de cour de la juridiction de Brive et de Tulle, le CIDFF 19, le planning familial et notre association.

Aucun stage n'a eu lieu en 2021, faute de participants.

3. Le pôle aide aux victimes

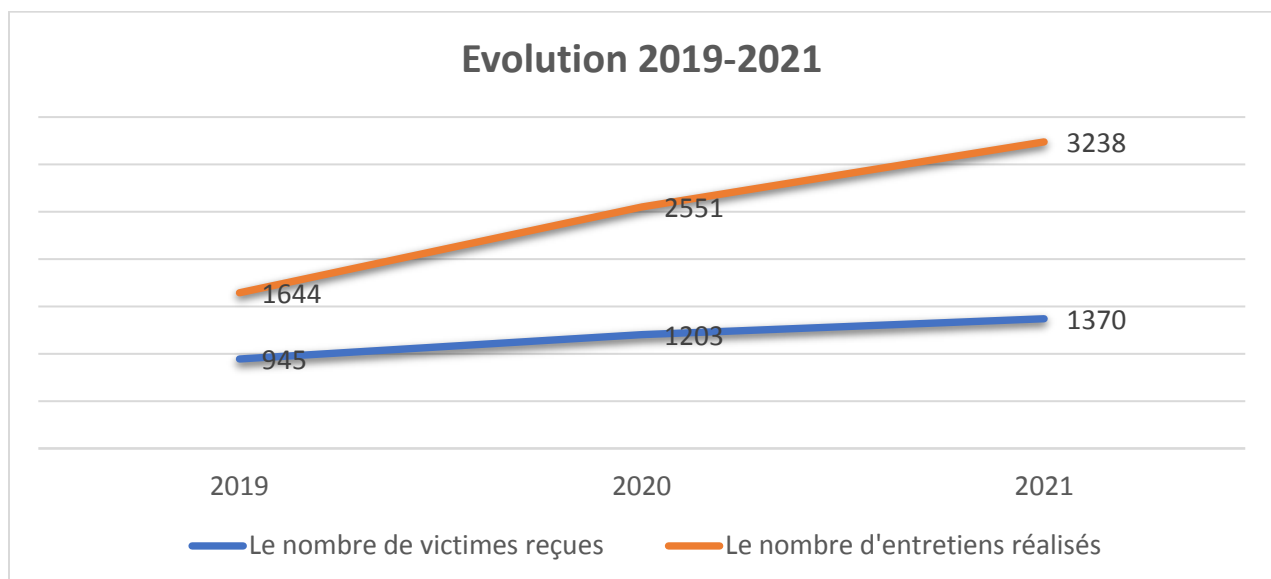
Agréée par le ministère de la justice, l'association ARAVIC-France victimes 19 intervient auprès de toute victime, proche ou témoin, d'une infraction pénale, d'une catastrophe collective ou naturelle.

3.1 Les données chiffrées

Toutes nos données chiffrées proviennent de notre logiciel statistique national « INAVEM PROGEST ».

3.1.1 Le nombre de victimes reçues et d'entretiens réalisés

3.1.1.1 Evolution 2019-2021



19

- 📈 Augmentation de 12% du nombre de victimes reçues 2021-2020
- 📈 Augmentation de 21% du nombre d'entretiens réalisés 2021-2020

3.1.1.2 Répartition par permanence

Une même victime peut se rendre dans plusieurs permanences ; Elle sera comptabilisée autant de fois qu'elle se rendra au sein d'une des permanences tenues par l'association.

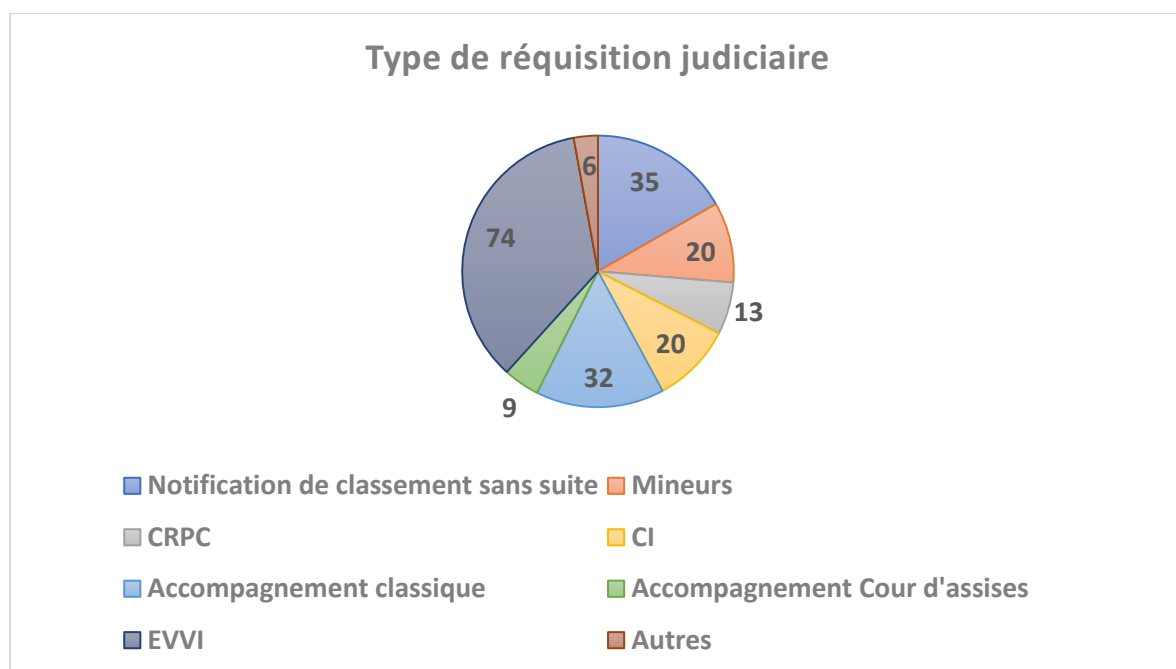
	Nombre de victimes reçues		Nombre d'entretiens réalisés
		BRIVE	
<i>Siège</i>	774		1824
<i>Maison de soie</i>			
<i>BAV (TJ)</i>	426		824
		TULLE	
<i>BAV (TJ)</i>	221		427
<i>SHAJ</i>	11		19
		USSEL	
<i>Mairie</i>	0		0
<i>Commissariat</i>	42		55
		EGLETONS	
<i>Gendarmerie</i>	56		64

3.1.1.3 Les modalités de la première demande

La victime peut nous contacter par elle-même (**démarche à l'initiative de la victime 28%**), ou l'association la contacte dans le cadre de sa **démarche proactive (72%)** et notamment :

- *Dans le cadre des saisines adressées par France Victimes.* France Victimes a conclu plusieurs conventions de prestations d'assistance avec des organismes privés ou certains ministères (MAIF, éducation nationale, ministère des affaires étrangères...). Les victimes dans le cadre de ces conventions sont orientées vers l'association d'aide aux victimes de leur domicile par le biais d'une « fiche de saisine » dont l'association est destinataire. Le service d'aide aux victimes de l'ARAVIC-France victimes 19 propose alors un accompagnement pluridisciplinaire à la victime ou à ses proches.
En 2021, 1 saisine du 116006 ; 1 saisine du CEF CORREF (prise en charge des victimes d'abus sexuels au sein de l'église catholique).
- *Dans le cadre des convocations aux audiences,* le juriste au sein du Bureau d'Aide aux Victimes de Brive et de Tulle, contacte les victimes convoquées aux audiences. Ce premier contact se fait, dans la mesure du possible, plusieurs mois avant l'audience.
En 2021, 642 victimes ont été contactées dans ce cadre, ce qui représente 443 personnes suivies et 1248 entretiens réalisés.
- *Dans le cadre des réquisitions judiciaires,* le service d'aide aux victimes de l'ARAVIC-France victimes 19 est saisi par les services du Procureur du tribunal judiciaire de Brive et de Tulle. 203 réquisitions judiciaires nous ont été adressées en 2021.

21



3.1.1.4 Les différents types d'entretien

Les personnes qui s'estiment victimes d'une infraction pénale, sont reçues par un intervenant qui établit un diagnostic de sa situation et identifie ses besoins par un accueil et une écoute privilégiée (pourquoi vient-elle nous voir ? quelle est sa situation familiale ? sociale ? professionnelle ? quelles sont les difficultés rencontrées ? les besoins exprimés ? est-elle en souffrance psychologique ?)

A l'issue de ce premier accueil, l'accueillant propose selon les besoins de la victime, un accompagnement global et adapté, juridique, social et/ou psychologique.

	Nombre d'entretiens
A dominante écoute/soutien hors entretien psychologique	679
A dominante juridique	1987
A dominante psychologique	572
A dominante sociale	0
TOTAL	3238

N.B Si un entretien porte sur plusieurs contenus, on retient le contenu dominant.

○ Les entretiens juridiques

Le juriste informe la victime sur ses droits, le rôle des professionnels de justice, le déroulement de la procédure, les dispositifs d'indemnisation...il accompagne la victime dans ses démarches judiciaires, administratives et privées, en lien avec d'autres professionnels (avocats, éducateurs, assistantes sociales...) en pré-sentenciel et en post-sentenciel.

↩ Les entretiens juridiques représentent 61% des entretiens réalisés par le service

○ Les entretiens psychologiques

Le psychologue travaille en relais avec la victime à l'abaissement des symptômes post-traumatiques invalidants pour instaurer un nouvel équilibre psychique et l'aide à dépasser le traumatisme et à surmonter l'événement.

↩ Les entretiens psychologiques représentent 18% des entretiens réalisés par le service
↩ A noter l'embauche d'un salarié psychologue à compter du 2 mai 2021

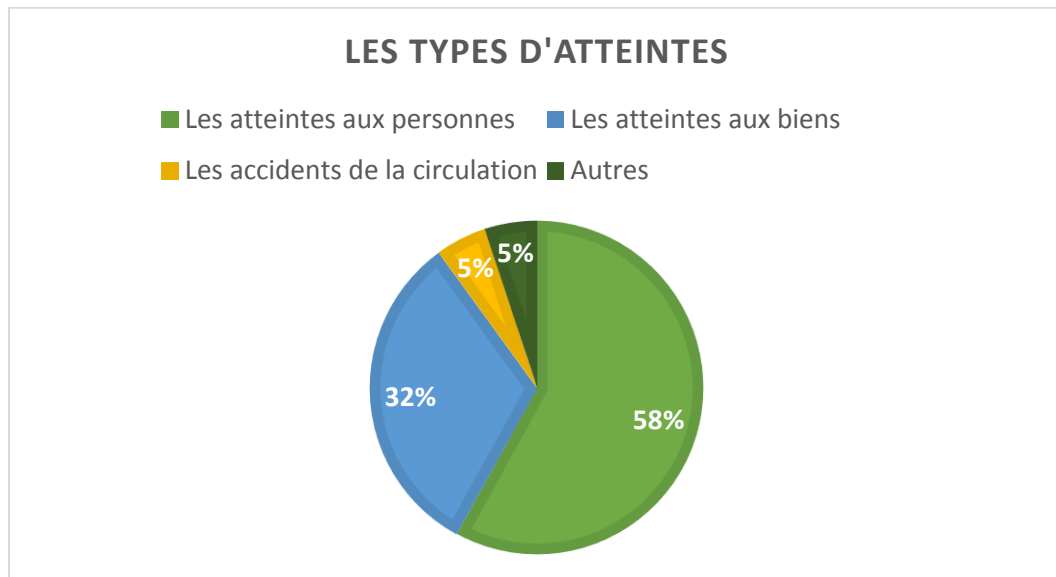
3.1.2 Le profil des victimes reçues

3.1.2.1 Sexe et âge des victimes reçues

	TOTAL	Moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 65 ans	65 ans et plus
Femmes	839	98	653	88
Hommes	526	59	405	62
Personnes morales	5			

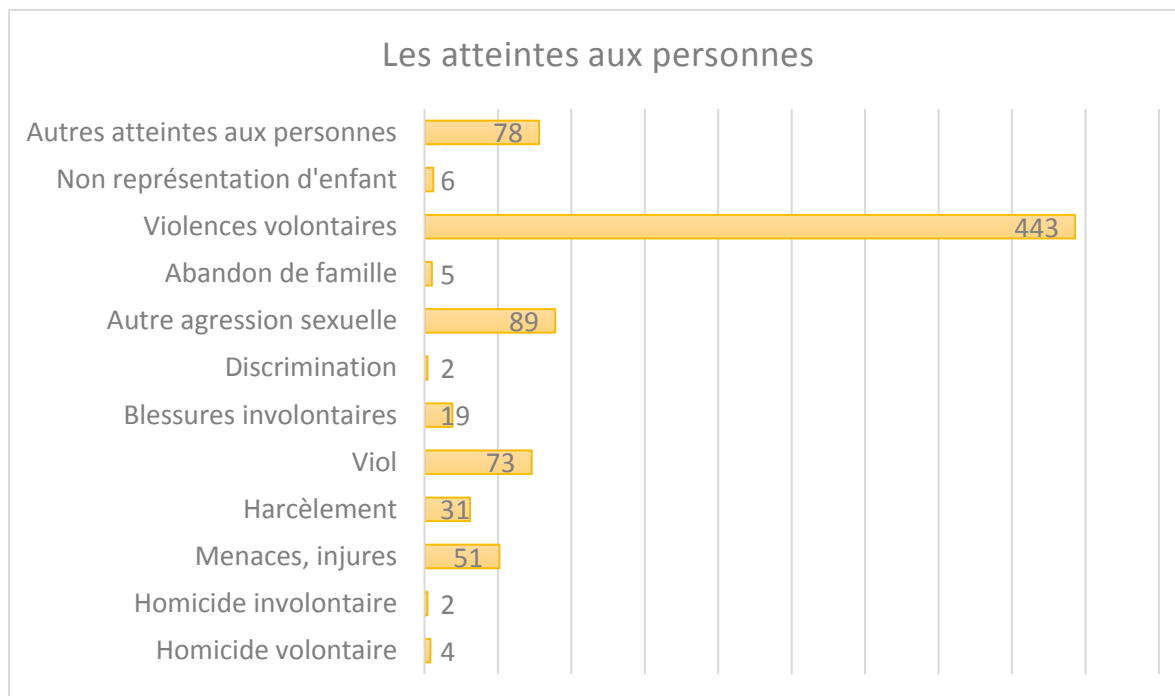
Les femmes représentent 61% du public accueilli
Les hommes représentent 38% du public accueilli.

3.1.2.2 Les différents types d'atteintes subies



NB : Si une personne est victime de plusieurs infractions similaires, seule l'infraction la plus grave sera comptabilisée.

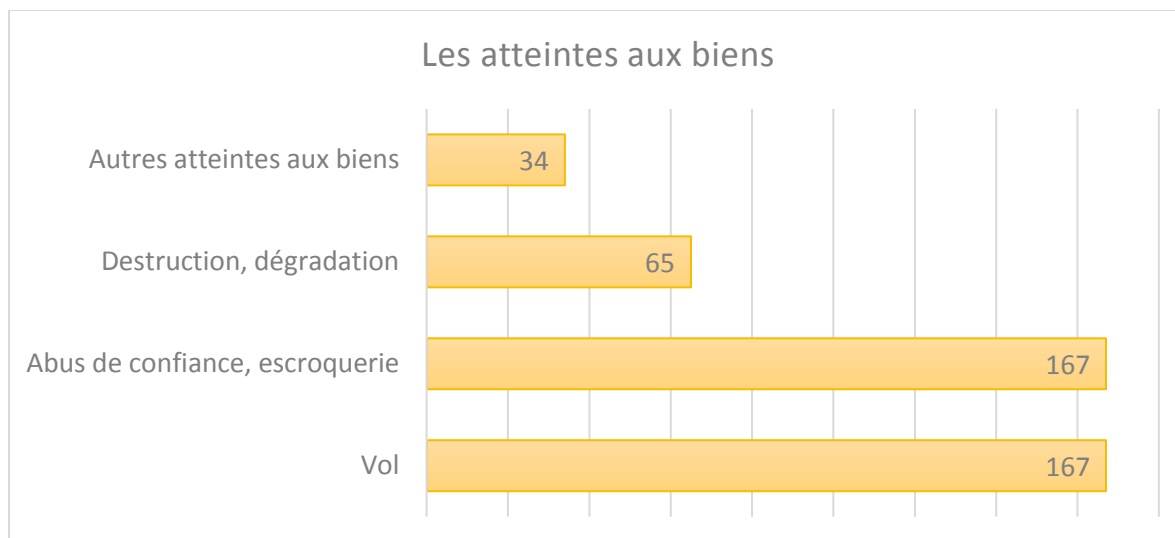
- Les atteintes aux personnes



↗ 28% des atteintes aux personnes ont lieu dans le cadre conjugal
 ↗ 12% des atteintes aux personnes ont lieu dans le cadre familial
 ↗ 8% des atteintes aux personnes ont lieu dans le cadre du travail

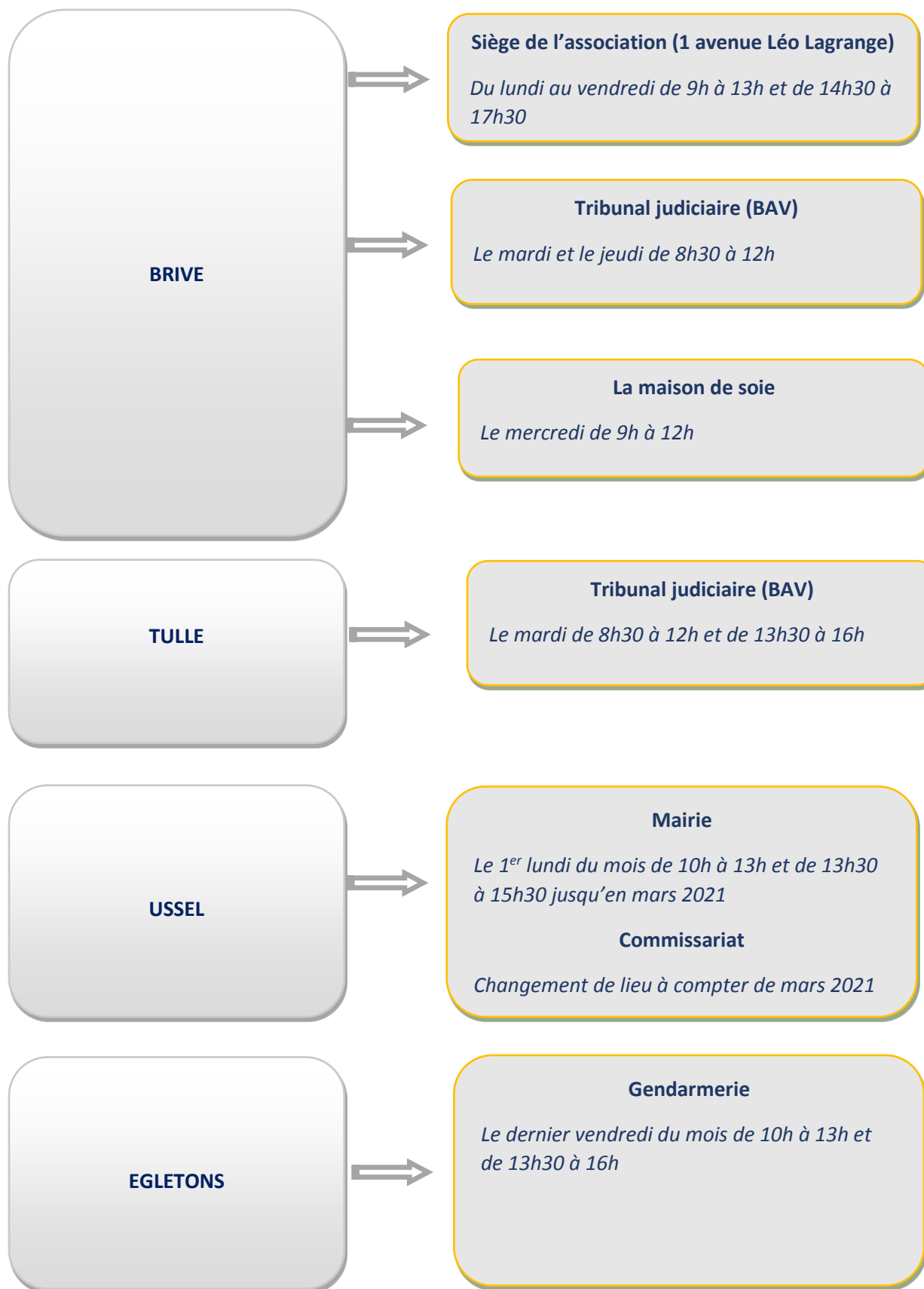
24

- Les atteintes aux biens



N.B. Dans les autres atteintes aux biens, sont recensé(e)s les tentatives de vol, les utilisations frauduleuses, les recels, les usurpations d'identité

3.2 Les permanences aide aux victimes



3.3 Les projets et actions mené(e)s aide aux victimes

3.3.1 La Justice restaurative

La justice restaurative est introduite en France par la loi du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales.

Constitue une mesure de justice restaurative toute mesure permettant à une victime ainsi qu'à l'auteur d'une infraction de participer activement à la résolution des difficultés résultant de l'infraction, et notamment à la réparation des préjudices de toute nature résultant de sa commission.

Le groupe projet composé des membres du SPIP et des membres du service d'aide aux victimes de l'ARAVIC France victimes 19, a été accompagné en 2021 par la coordinatrice antenne sud-ouest de l'IFJR (Institut Français de Justice Restaurative) afin de permettre l'aboutissement du projet.

Plusieurs « membres de la communauté » qui participeront aux rencontres condamnés/victimes ont également été formés.

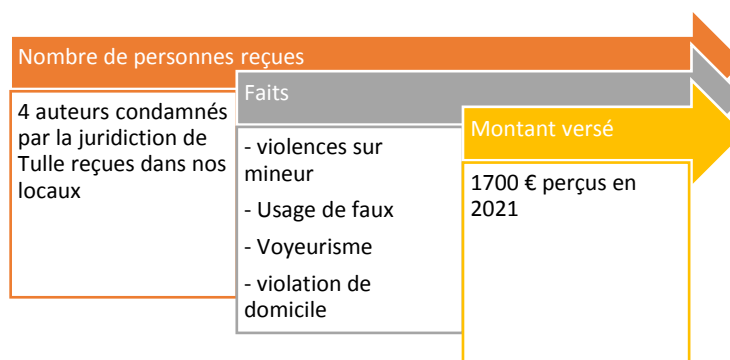
3.3.2 La Contribution Citoyenne

La loi du 8 avril 2021 améliorant l'efficacité de la justice de proximité et de la réponse pénale complète les mesures alternatives aux poursuites et prévoit la possibilité pour le procureur ou son représentant de « verser une contribution dite citoyenne à une association agréée d'aide aux victimes ». Cette contribution ne peut pas être inférieure à 100 € ni supérieure à 3000 €.

26

Le 24 septembre 2021, une convention a été signée entre madame le procureur de la République près le TJ de Brive, le procureur de la République près le TJ de Tulle et monsieur le président de l'association ARAVIC France victimes 19. Elle a pour objectifs:

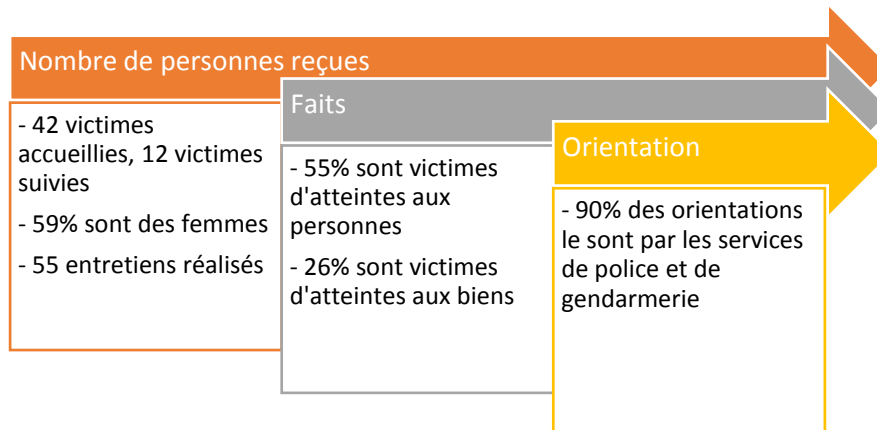
- Amener les infracteurs à prendre conscience des conséquences de leurs agissements et de leur comportement sur les victimes
- Responsabiliser les infracteurs sur les conséquences financières portées par les collectivités
- Participer à la prise en charge des victimes dans les ressorts des tribunaux judiciaires de Brive et de Tulle.



3.3.3 L'ouverture d'une permanence au sein du commissariat d'Ussel

Au mois de mars 2021, nous avons décidé de changer notre lieu de permanence sur la commune d'Ussel, et de quitter ainsi les locaux mis à disposition par la mairie pour proposer une permanence mensuelle au sein du commissariat.

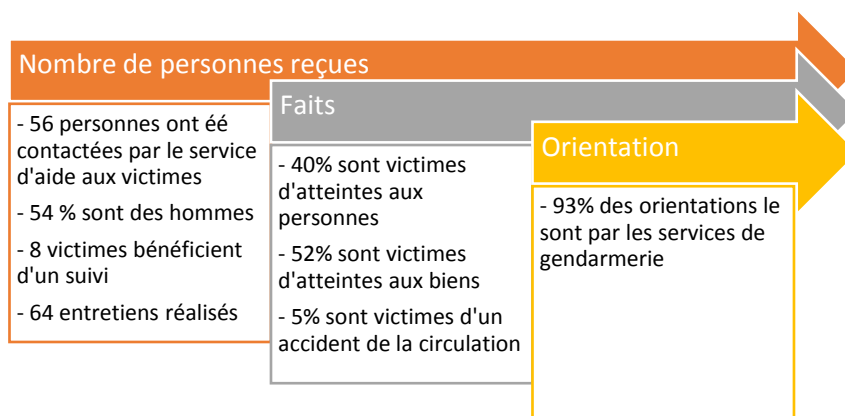
Pour cela, une convention a été signée le 16 février 2021 par monsieur le procureur du tribunal judiciaire de Tulle, madame la directrice départementale de la sécurité publique de la Corrèze et monsieur le président de l'association ARAVIC France victimes 19.



3.3.4 L'ouverture d'une permanence au sein de la gendarmerie d'Egletons

Au mois de mai 2022, nous avons ouvert une permanence au sein de la gendarmerie d'Egletons afin de couvrir davantage le territoire Corrèzien. Nous intervenons à fréquence mensuelle, le dernier vendredi du mois.

Une convention conclue entre le procureur de la République du TJ de Tulle, la directrice départementale du groupement de gendarmerie de Corrèze et le président de l'association ARAVIC France victimes 19 encadre notre action.



28

3.3.5 Participation aux instances CLAV et commissions Violences intra-familiales

Le CLAV, mise en place dans chaque département, vise à mettre en place un meilleur suivi des victimes et à améliorer les dispositifs d'aide aux victimes. Animé par le Préfet de Corrèze et les procureurs de la République des tribunaux judiciaires de Brive et de Tulle, il s'est réuni en 2021.

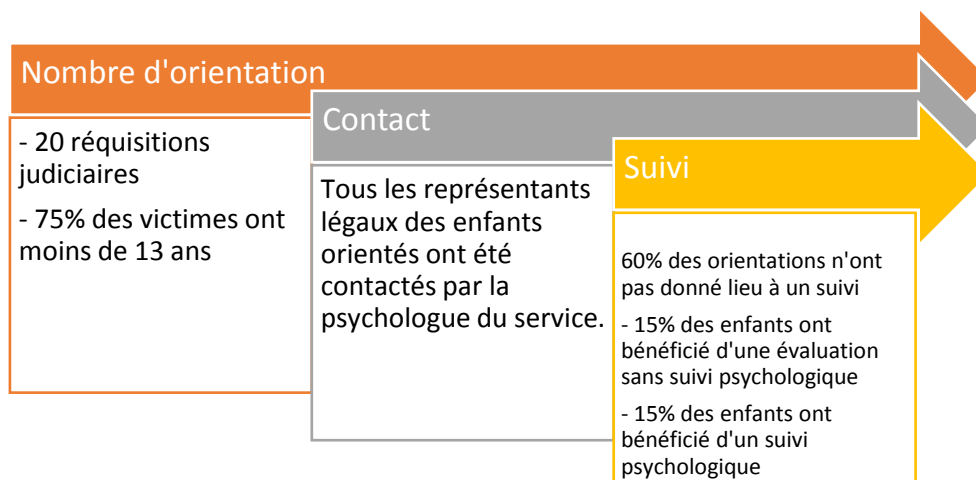
De plus, l'association a été invitée à participer aux différentes commissions Violences intra-familiales créées au sein des juridictions, permettant l'échange partenarial sur des situations judiciairisées, considérées comme « à risque ».

3.3.6 L'accompagnement des mineurs victimes de violences conjugales et intra-familiales

Durant le dernier semestre 2021, madame la procureur de la République du TJ de Brive a souhaité que nous travaillions sur un projet relatif à la prise en charge des mineurs victimes de violences conjugales et intra-familiales afin de proposer, durant le temps de la procédure judiciaire un accompagnement adapté aux mineurs et participer ainsi à sa reconnaissance et à sa reconstruction.

Les objectifs de cette action consistent à rendre aux mineurs victimes leur place sociale et leur intégrité psychique ; reconnaître leur préjudice subi et réduire les symptômes post-traumatiques invalidants.

L'action a été menée à titre expérimental à compter de l'été 2021.



29

3.3.7 Les tablettes en brigade de gendarmerie

Soucieux de pouvoir intervenir au plus près des victimes isolées, en zone rurale, nous avons sollicité un financement auprès du Conseil régional et du FIPD afin de doter 5 brigades de gendarmeries de tablettes ipad et d'un abonnement internet et organiser ainsi des entretiens en visio avec les victimes les plus vulnérables.

Ces tablettes seront remises aux différentes brigades en 2022.

3.3.8 Le Chien d'Assistance Judiciaire (CAJ)

Le Chien d'Assistance Judiciaire, éduqué par HandiChiens, vient en soutien aux victimes d'une infraction pénale. Par sa présence, il apaise, rassure la victime et l'aide à la libération de la parole.

Désireux de pouvoir bénéficier de la présence de ce chien en Corrèze, le service d'aide aux victimes de l'ARAVIC France victimes 19 travaille en partenariat avec les différents services judiciaires et les services de police et de gendarmerie sur la mise en œuvre de ce projet à l'échelle départemental.

Deux salariés du service d'aide aux victimes sont partis dans ce cadre en formation « écriture du projet », dans la perspective de remettre son projet écrit auprès de la commission validant l'attribution du CAJ durant l'année 2022.

4. Les projets transversaux aux deux pôles d'activités et les actions menées

4.1 Une convention avec l'ordre des avocats

Le 18 juin 2021, une convention a été signée entre l'ordre des avocats de Brive, de Tulle et le président de l'association ARAVIC France victimes 19.

Les intervenants ont décidé de formaliser leurs relations découlant de la nécessaire complémentarité de leurs interventions auprès des auteurs d'infractions et au soutien de l'intérêt des victimes d'infractions pénales.

Il est prévu notamment la possibilité pour l'association ARAVIC France victimes 19 de demander la désignation d'un avocat (hors urgence de procédure) pour les prévenus et les victimes via une fiche de liaison. De plus, les avocats s'engagent à suivre une formation continue en matière de droit et d'aide aux victimes selon un programme élaboré conjointement par les barreaux et l'ARAVIC France victimes 19.

Les équipes de l'association ont profité de cette nouvelle collaboration pour faire intervenir les bâtonniers sur des questions juridiques en lien avec leurs missions.

4.2 La création d'un site internet et les supports de communication



Par l'attribution d'une subvention de la CPAM de Corrèze en fin d'année 2021, nous avons fait appel à un professionnel chargé de nous créer un site internet qui serait en ligne en 2022.

Dans le même ordre d'idée, nous avons fait appel à un graphiste pour la refonte de notre logo et de nos supports de communication.

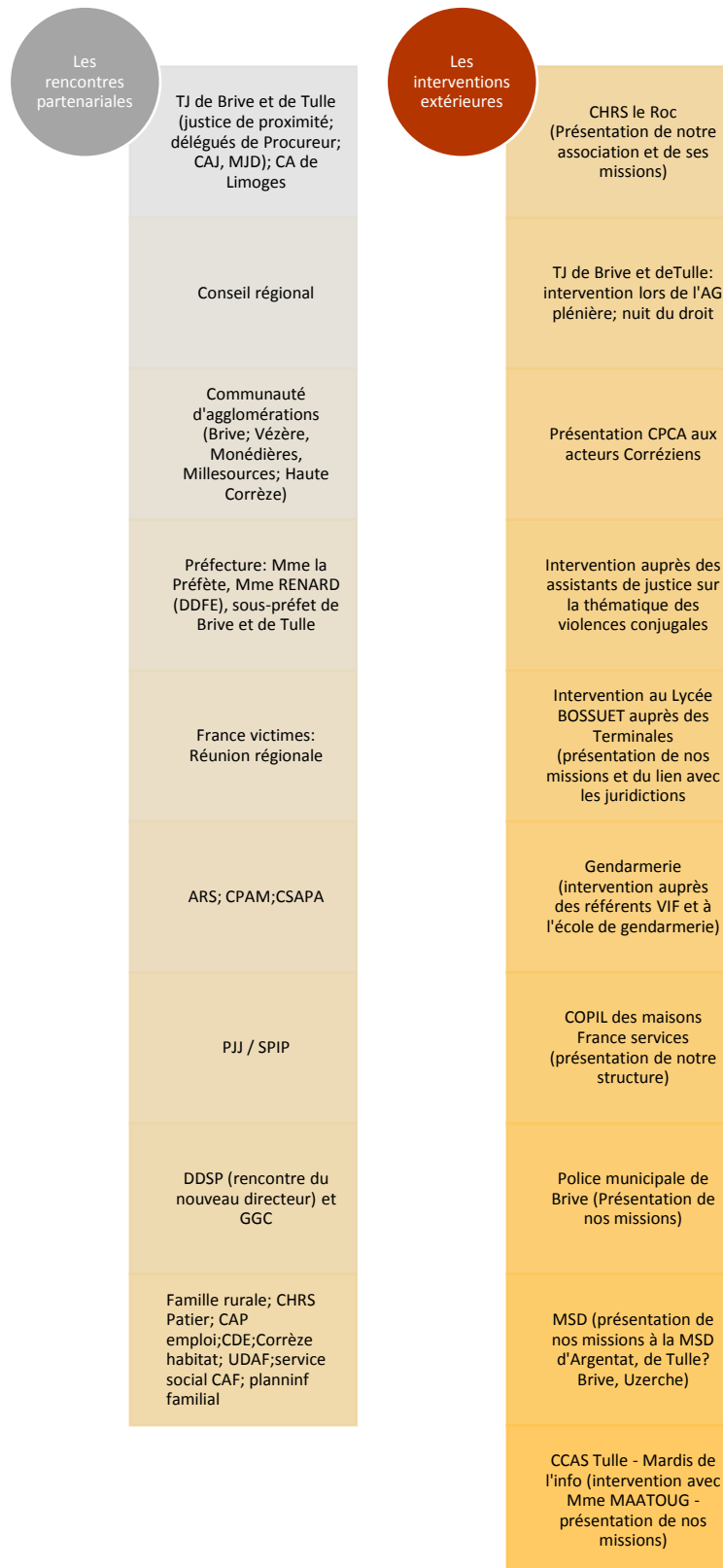
4.3 La mise en réseau des données

L'association a souscrit à un contrat d'hébergement informatique de type « cloud computing » permettant aux intervenants de l'association d'accéder, de manière individuelle et sécurisée, aux données informatisées dont ils pourraient avoir besoin dans le cadre de leurs missions.

Ces données, traditionnellement localisées sur le poste utilisateur sont déportées sur des serveurs distants.

Cette mise en réseau permet de faciliter le travail de chacun et répond à la réglementation RDPD.

4.4 Les rencontres partenariales et interventions extérieures



ANNEXE 1 – Remise par l’association les ptits Gaillards d’un chèque de 5000 € nous permettant de financer la formation relative au « Chien d’assistance Judiciaire » et d’un chèque de 650 € pour nous doter de matériel, jeux, jouets pour accueillir les mineurs victimes



33



ANNEXE 2 – Réaménagement du Bureau d'Aide aux victimes de Tulle grâce aux subventions complémentaires du ministère de la Justice



ANNEXE 3 – Présentation du CPCA Nord Aquitaine Antenne locale 19 aux partenaires Corrégiens et signature de la convention avec l'ARSL du Limousin en présence de Mme RENARD, déléguée aux droits des femmes et à l'égalité



35



ANNEXE 4 – Signature de la convention entre l'ordre des avocats de la juridiction de Brive, l'ordre des avocats de la juridiction de Tulle et l'ARAVIC France victimes 19



ANNEXE 5 – Co-intervention de l'ARAVIC France victimes 19 avec la juridiction de Tulle dans le cadre des mardis de l'info sur le thème « l'accueil, l'information et l'accompagnement des auteurs et des victimes d'infractions pénales ».



**ANNEXE 6 – Réunion de préparation avec les partenaires Corrégiens sur un module de formation
« violences conjugales » destiné aux élèves gendarmes de l'école de gendarmerie de Tulle**

